



## Divulcation des transferts d'immeubles non inscrits au registre foncier du Québec

### Identification du cédant

#### PERSONNE PHYSIQUE

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
 Adresse de résidence principale: N° civique: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_ No. app: \_\_\_\_\_  
 Ville: \_\_\_\_\_ Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_  
 L'adresse où peut être envoyé le compte (si elle est différente): \_\_\_\_\_

#### Organisme public, personne morale, société, association, fiducie ou tout autre groupement de quelque nature que ce soit

Nom: \_\_\_\_\_ N° d'entreprise du Québec ou no d'identification: \_\_\_\_\_  
 Adresse du siège social ou du principal lieu d'affaires: N° civique: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_ No. app: \_\_\_\_\_  
 Ville: \_\_\_\_\_ Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_  
 Nom, fonction et coordonnées de chaque personne autorisée à agir en son nom: \_\_\_\_\_

Nom des membres d'un ordre professionnel qui ont rendu des services dans le cadre du transfert de l'immeuble: \_\_\_\_\_

Identité du propriétaire de l'immeuble qui apparaît dans l'acte inscrit sur le registre foncier: \_\_\_\_\_

### Identification du cessionnaire

#### PERSONNE PHYSIQUE

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
 Adresse de résidence principale: N° civique: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_ No. app: \_\_\_\_\_  
 Ville: \_\_\_\_\_ Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_  
 L'adresse où peut être envoyé le compte (si elle est différente): \_\_\_\_\_

#### Organisme public, personne morale, société, association, fiducie ou tout autre groupement de quelque nature que ce soit

Nom: \_\_\_\_\_ N° d'entreprise du Québec ou no d'identification: \_\_\_\_\_  
 Adresse du siège social ou du principal lieu d'affaires: N° civique: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_ No. app: \_\_\_\_\_  
 Ville: \_\_\_\_\_ Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_  
 Nom, fonction et coordonnées de chaque personne autorisée à agir en son nom: \_\_\_\_\_

Nom des membres d'un ordre professionnel qui ont rendu des services dans le cadre du transfert de l'immeuble: \_\_\_\_\_

Identité du propriétaire de l'immeuble qui apparaît dans l'acte inscrit sur le registre foncier: \_\_\_\_\_

### Identification de la propriété

Adresse de l'immeuble: N° civique: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_ No. app: \_\_\_\_\_  
 Ville: \_\_\_\_\_ Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_  
 Cadastre: \_\_\_\_\_ Date du transfert: \_\_\_\_\_

#### Autres informations exigées selon l'article 9 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières

Nom de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, lorsque celui-ci n'est pas immatriculé:	
Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble selon le cédant et le cessionnaire:	
Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, et, le cas échéant, la portion de cette base qui est visée au troisième alinéa de l'article 4 :	
Le montant du droit de mutation:	
Le cas échéant, la disposition de l'un ou l'autre des articles 17 à 20 en vertu de laquelle, selon le cessionnaire, le transfert est exonéré du paiement du droit de mutation:	
Toute autre mention prescrite par règlement:	

Est-ce qu'il y a eu transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1. ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Meubles visés à l'article 1.0.1
Le montant de la contrepartie pour le transfert de meubles visés à l'article 1.0.1 selon le cédant et le cessionnaire:	
Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour les meubles visés à l'article 1.0.1, selon le cédant et le cessionnaire, et, le cas échéant, la portion de cette base qui est visée au troisième alinéa de l'article 4 :	
Le montant du droit de mutation pour les meubles visés à l'article 1.0.1:	
Le cas échéant, la disposition de l'un ou l'autre des articles 17 à 20 en vertu de laquelle, selon le cessionnaire, le transfert est exonéré du paiement du droit de mutation:	
Toute autre mention prescrite par règlement:	

L'avis de divulgation devra être accompagné d'une copie authentique de l'acte notarié en minute ou d'une copie de l'acte sous seing privé constatant le transfert de l'immeuble. L'avis doit être présenté à la municipalité dans les 90 jours suivants la date du transfert de l'immeuble.

Les renseignements contenus dans l'avis seront transmis par les municipalités au ministère du Revenu afin de permettre l'identification du ou des cessionnaires de l'immeuble n'ayant pas divulgué le transfert de celui-ci.